

La "Retraite d'Octobre" en Allemagne

Berlin, janvier 1924.

Cinquante jours de veillée d'armes

On vient de vivre en Allemagne, en septembre-octobre-novembre, une profonde expérience révolutionnaire encore peu connue et souvent peu comprise dans les autres pays. Nous avons été au seuil d'une révolution. La veillée d'armes a été longue, l'heure H n'a pas sonné... Drame presque silencieux, presque invraisemblable. Un million de révolutionnaires, prêts, attendant le signal pour monter à l'assaut ; derrière eux, des millions de sans-travail, d'affamés, de meurtris, de désespérés, tout un peuple douloureux, murmurant : *Nous aussi, nous aussi !* Les muscles de cette foule déjà tendus, les poings déjà serrés sur les mausers qu'on allait opposer aux automobiles blindées de la Reichswehr... Et rien ne s'est passé, que la sanglante bouffonnerie de Dresde, un caporal suivi de quatre reîtres chassant de leurs ministères les ministres ouvriers qui faisaient trembler l'Allemagne bourgeoise, quelques flaques de sang — soixante morts au total — sur le pavé des cités industrielles de la Saxe ; la jubilation d'une socialdémocratie banqueroutière, sortie de l'aventure massive et passive, pesamment fidèle à ses vieux reniements... Nul de ceux qui ont vécu toutes les attentes de cette veillée d'armes de cinquante jours en connaissent tous les détails, toutes les coulisses : car deux classes entières se mesuraient, incarnées par leurs avant-gardes, masquées, dans l'ombre nécessaire des conspirations. De ce que chacun sait, tout ne peut pas être dit : car la préparation révolutionnaire continue sous une dictature militaire. Je voudrais seulement dans cette lettre vous donner des impressions, des observations précises et vous suggérer quelques conclusions...

La marche à la guerre civile

C'est vers le 15 septembre que l'on sentit âprement l'approche d'événements décisifs. La grande coalition, comprenant le parti Stinnes-Stresemann et la socialdémocratie, avait pris le pouvoir le 12 août, à l'issue de la grève générale. Le sang de soixante-dix ouvriers tués dans les journées de grève scellaient le pacte de collaboration conclu entre Stresemann, ex-syndic des industriels saxons, monarchiste de 1918 et Rodolphe Hilferding, naguère socialdémocrate indépendant de gauche, auteur marxiste du *Capital Financier*. Contrairement à ce que l'on crut plus tard dans l'Internationale, la remarquable grève générale d'août qui chassa du pouvoir M. Cuno, n'avait été qu'un gros succès ouvrier et non pas une éclatante victoire. Les cheminots n'y avaient presque pas participé ; à Berlin, la circulation des rues, la vie commerciale n'avaient été nullement troublées. Déjà la passivité socialdémocrate enrayait au départ un puissant mouvement spontané des masses. Le vote hâtif, par le Reichstag, le 10 août, en pleine grève, d'impôts sur la propriété, le piteux effondrement de M. Cuno, témoi-

gnaient plus de l'anxiété de la bourgeoisie, mise pour la première fois devant les conséquences révolutionnaires du pillage de la nation, que de la vigueur de l'offensive ouvrière, menée par une forte minorité, mais sabotée par une pesante majorité. A ce moment, les esprits les plus clairvoyants des classes ennemies furent induits en erreur. Les bourgeois intelligents, impressionnés par l'ample spontanéité du mouvement, s'exagèrent la puissance immédiate du flot révolutionnaire ; ils ont peur. Par contre, les ouvriers révolutionnaires s'enthousiasment de la popularité du parti communiste (auquel, en divers endroits, les grévistes ont délibérément offert la direction du mouvement), puis du succès politique obtenu, et commencent ainsi à surestimer leurs propres forces et à sous-estimer la « formidable impuissance » de la socialdémocratie.

La bourgeoisie revient vite de son erreur. Un mois plus tard, dans la première semaine de septembre, toutes les concessions qu'elle a faites à la socialdémocratie pour constituer la grande coalition se révèlent lettres-mortes ; la grande industrie a commencé sa campagne anti-ouvrière. Il est chaque jour question de prolongation de la journée de travail. A ce moment, le rôle dérisoire, mais néfaste des socialdémocrates au ministère devient manifeste. L'idée du recours inévitable à la violence s'impose à des foules d'ouvriers, comme au grand patronat, aux ploutocrates, à l'ancienne caste militaire. Deux préparations de combat vont désormais se développer parallèlement jusqu'à la première semaine de novembre, que l'un et l'autre camp semblent bientôt adopter comme échéance finale : car les anniversaires de la révolution allemande (7 et 9 novembre) et de la révolution russe (7 novembre) ont une profonde signification. Et puis, on ne fait ni révolution ni contre-révolution en hiver.

L'Allemagne évolue vers la guerre civile. Course au pouvoir. Il faut à la réaction comme à la révolution des bases stratégiques. La réaction a la Bavière ; M. von Knilling tient le 16 septembre des propos menaçants. Là s'arment fébrilement les bandes de Hitler, financées par le riche industriel Hugenberg et, dit-on, par M. Ford, citoyen des Etats-Unis. Les communistes tentent de donner au prolétariat des positions gouvernementales en Saxe et en Thuringe, où se constituent sur leur initiative les « gouvernements ouvriers » Zeigner et Frohlich. Presque tout l'avantage dans cette utilisation du pouvoir pour la guerre civile revient à la bourgeoisie. Les gens de Munich sont appuyés par Berlin. Les ministres ouvriers de Dresde sont sous la menace constante d'une action du Reich. Les gens de Munich — quoique divisés en séparatistes et pangermanistes, monarchistes et nationalistes populaires, Wittelsbach et Hohenzollern, gros industriels et manufacturiers, partisans de l'offensive ou de la temporisation — sont unanimes sur un point : qu'il faut en finir, par la force, avec le péril rouge. A Dresde et Gotha, les communistes seuls sont résolus, savent ce qu'ils veulent ; les dirigeants socialdémocrates de gauche hési-

tent ; la direction du parti socialdémocrate intrigue contre eux ; les sans-travail, les ouvriers qui chôment partiellement, brûlent du désir d'agir ; mais quantité de socialdémocrates caressent encore le doux rêve d'une résurrection de la démocratie parlementaire. Bref, les communistes ne réussissent ni en Saxe ni en Thuringe à imposer aux socialdémocrates de gauche une attitude réellement révolutionnaire. Ont-ils eu, comme l'affirment certains communistes (la gauche du parti) le tort de ne point prévoir cette situation ? Il est aisé « d'avoir prévu » après coup. De façon ou d'autre, il me semble qu'il fallait une expérience pour qu'on sût quelle influence dissolvante l'inertie socialdémocrate exerçait même sur les éléments les plus sains de la socialdémocratie.

En Octobre, les deux conspirations permanentes s'affrontent. D'un côté, la Reichswehr, doublée d'une Reichswehr noire, organisée à grands frais avec l'appui de M. Cuno et les fonds de « secours pour la Ruhr », les bandes de Hitler, plus de 100.000 hommes, massées en Bavière, les *stalhelm* de l'Allemagne Centrale, les ligues d'anciens combattants du Mecklembourg et de Poméranie, les organisations disciplinées d'Erhardt et de Rossbach. De l'autre, le parti communiste, qui poursuit fébrilement ses préparatifs techniques. A qui appartient la décision ? A l'élément social le plus puissant chez l'ennemi, et qui se sent poussé vers la dictature : à l'industrie lourde. Dans la première crise du cabinet Scheideman, M. Stinnes a simplement voulu mesurer sa propre force et la faiblesse du gouvernement légal. Quelle sera cette décision ? S'il faut se battre, et il faudra se battre si la classe ouvrière résiste dans la rue aux empiètements systématisés de la réaction, l'industrie lourde n'utilisera qu'en dernier lieu le trouble élément fasciste dont les armements lui coûtent cher, dont la démagogie lui déplaît. La centralisation du pouvoir en Bavière, entre les mains de M. von Kahr, a pour but partiel de prévenir une initiative inopportune des démagogues, des impatients, des condottieri que mobilise Hitler. L'épisode de Custrin montre (1^{er} octobre) à quel point les esprits sont surchauffés dans les avant-gardes de l'adversaire. Le major Buchdrucker espérait donner le signal du soulèvement nationaliste. La Reichswehr demeure fidèle à ses chefs qui, eux-mêmes, sont fièles aux maîtres fort sensés de la *Schwerindustrie*.

Sur le seuil...

Loschlagen !

Loschlagen veut dire : porter le coup que l'on retenait, déclencher l'action. Ce mot est sur toutes les lèvres, de ce côté-ci de la barricade. De l'autre côté aussi, me semble-t-il. En Thuringe, au sortir des réunions à demi-clandestines où un militant communiste va parler, des ouvriers — qu'il ne connaît pas — se campent devant lui. Un cheminot lui demande sans préambule :

« — Quand frapperons-nous ? quand ? »

Aux considérations de tactique et d'opportunité, cet ouvrier qui a fait vingt lieues de nuit, pour poser cette question, entend peu de chose :

« — Mes gens, dit-il, en ont assez. Faites vite ! »

Le jeune communiste qu'on rencontre dans la rue vous dit d'un ton confidentiel :

— Je crois que c'est pour la semaine prochaine.

et lève vers vous son front carré, son regard dur, qui ne sait pas mentir.

Octobre est froid. Bruines, pluies, rues grises où l'on stationne longuement, dans les faubourgs ouvriers. Des chauffeurs, des ménagères, des sans-travail — qui sont aussi sans chemise et sans pardessus — discutent. On engueule l'étudiant nationaliste. Dans ces groupes énervés, tassés aux carrefours sombres, loin des places illuminées où la police veille au bien-être des *schieber* absorbés par les combinaisons du change, j'entends souvent, obstinément parler de Russie. Un vieil homme fébrile, dont l'âme navrée tremble dans sa voix, a connu quelqu'un qui revient de Russie... « Là-bas ! dit-il, là-bas... » Et tandis qu'il reprend haleine, je songe qu'au ciel noir de ces pauvres gens, une étoile du moins s'est levée. Des femmes parlent souvent dans ces petits meetings improvisés. J'en ai entendu une apostropher un étudiant national-socialiste : « Ah ! vous voulez marcher sur Berlin, patriotes ! C'est plus facile, n'est-ce pas ? que de chasser les Français de la Ruhr !... M'apportez-vous du pain ? » L'homme à casquette ceinte du ruban vert et blanc de sa corporation érudite, s'expliquait vainement : « On vous jetera dessus toutes les tuiles des toits ! » lui criait-on.

Brumes, bruines, pluies, premiers froids d'octobre. Logis sans pain ni feu. Boutiques gardées par les policiers verts, assiégées, de l'aube à la nuit tombée, par de mornes foules de femmes ; course précipitée des policiers, la courte carabine en bandoulière, par les artères populaires ; brusques passages de camions automobiles, hérissés de fusils et de shakos luisants ; maigres faces hargneuses, à toutes les portes, dans le soir fébrile ; nouvelles de journaux :

« 7 morts à Beuthen... 12 morts à Soorau... 15 morts à Dusseldorf... 6 morts à Cologne... »

Que faire quand la faim pousse les foules hors du respect des lois ? La police a peur. Elle a faim aussi. Mais elle n'est pas faite pour donner du pain. Elle n'a, pour résoudre les problèmes sociaux posés dans la rue, que des baïonnettes, des balles et des menottes...

On ne peut plus faire, en lisant le journal, le compte des assassinés du jour. Ils sont trop, l'information devient confuse. Le camarade rencontré raconte :

« Je viens de voir piller une boulangerie... » — « A l'usine X, les salaires n'ont pu être réglés, la police arrive en camions » — « Il paraît qu'on vient de tirer à Neukon... » Les boulangers baissent leurs volets de fer. D'autres, hypocritement précautionneux, affichent dans leurs vitrines : *ici, on souscrit pour les sans-travail !* La philanthropie du client est conviée à payer le pain qu'ils donnent : assurance contre le pillage, aux frais des voisins. — Tous les jours à peu près, les prix doublent. Le salaire de la semaine est fixé le mardi d'après l'indice officiel ; payé en deux fois : acompte le mardi, règlement tous les vendredis. Du mardi au vendredi, il perd les trois quarts de sa valeur.

Après ces colères, ces désespérances, ces nervosités de la rue et de la maison, il est bon de trouver parfois